

**Discours de Jean-Luc MOUDENC Président de France urbaine - Maire de
Toulouse - Président de Toulouse Métropole**

*Toulouse
Journées nationales de France urbaine
29 mars 2019*

Monsieur le Président du Sénat, Cher Gérard Larcher,
Monsieur le Président de la délégation aux collectivités et à la décentralisation
de l'Assemblée nationale, représentant le Président de l'Assemblée nationale,
Cher Jean-René Cazeneuve,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs les maires de grandes villes,
Mesdames, Messieurs les présidents de métropoles, de communautés urbaines et
de grandes communautés d'agglomération,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs les collaborateurs, directeurs, agents de nos collectivités,
Mesdames, Messieurs les fonctionnaires et agents des administrations d'Etat,
Mesdames, Messieurs les représentants de nos partenaires grandes entreprises,
Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Demain, la France subira ce qu'on appelle avec résignation l'acte 20 des gilets
jaunes.

C'est dans ce contexte, si particulier, que s'inscrivent nos rencontres.

On a beaucoup dit que les gilets jaunes étaient ceux qui n'appartenaient pas à
une France qui gagne, celle que beaucoup fantasment comme la *France des
villes*.

Méfions-nous de cette lecture simpliste et trop rapide, qui consacre la vision
d'une coupure radicale entre des métropoles dynamiques et des territoires
« périphériques appauvris ». Si le pays est bien traversé par des inégalités
sociales et des inégalités territoriales, celles-ci ne se recouvrent pas aussi
nettement que l'affirme le discours opposant le peuple aux élites.

Et, si cette crise devait déboucher sur une accentuation du fossé entre urbain et
rural, au détriment du monde urbain bien sûr, ce serait une véritable régression
pour notre pays lui-même.

Aujourd'hui, où perdre la mobilisation des gilets jaunes depuis
décembre chaque week-end ?

Dans nos villes !

La révolte des ronds-points a laissé la place à des émeutiers qui, le samedi, déchaînent leur violence dans un périmètre bien établi, puis repartent à leurs occupations en semaine.

Nous sommes ainsi en première ligne, en particulier pour subir les conséquences des violences qui ont dénaturé ce mouvement.

C'est pourquoi nous sommes intervenus auprès du gouvernement pour que les difficultés de nos commerçants soient mieux prises en compte, et nous avons obtenu des premiers résultats.

En revanche, pour nos propres difficultés, notre appel à la solidarité nationale n'a pas, du moins à l'heure où je parle, obtenu de réponse claire, à croire que le mythe qui veut que les villes, puisque grandes, sont riches, demeure hélas bien vivace

Il faut donc dénoncer la fausseté de ce discours simpliste qui vise, tantôt explicitement, tantôt implicitement, à opposer l'urbain au rural, toujours au détriment de l'urbain.

Evidemment, il existe un déséquilibre territorial !

Evidemment, la plupart des grandes villes bénéficient d'un grand dynamisme tandis que trop de communes rurales sont victimes d'une déprise réelle.

Or, c'est bien parce que, nous, les grandes villes, sommes créatrices des emplois de demain, porteuses de l'essentiel des projets d'innovation du pays et de l'indispensable transition énergétique, que nous avons une responsabilité à l'égard des autres territoires !

A France urbaine, nous faisons le choix de la solidarité plutôt que celui de l'affrontement.

Nous pensons que l'alliance des territoires est une clé majeure au service de la cohésion nationale. Ce n'est pas André Rossinot qui me démentira.

Il nous faut inventer ensemble, et institutionnaliser, des voies de coopération nouvelles et des solutions innovantes pour diffuser le dynamisme économique des grandes villes au-delà du périmètre de nos collectivités urbaines. Les exemples de Tours, présentés ce matin, mais aussi ceux d'autres métropoles,

dont celles de Nantes ou de Toulouse, ont vocation à être généralisés, puis à monter en puissance.

Sortons de ce cliché qui voudrait que l'on choisisse l'Urbain contre le reste du territoire !

C'est un piège dans lequel la délégation que vous présidez n'est jamais tombée, cher Jean-René Cazeneuve. Vos propos d'ouverture de cette matinée me confortent dans l'idée que nous disposons d'interlocuteurs attentifs et bienveillants à l'Assemblée Nationale. Merci de votre présence.

Bridier la dynamique des grands centres urbains ne renforcerait en rien la ruralité ou les autres périphéries.

Ne tombons pas dans cette vision manichéenne que certains entretiennent, selon laquelle tout irait bien dans les métropoles. La vérité, c'est que, dans nos grandes villes, nous devons faire face à de nombreuses difficultés, de nature différente, que nous cumulons : congestion, pollution, sans oublier que nous sommes les épices centres des contestations violentes actuelles.

Mais aussi, la pauvreté de pans entiers de populations de nos villes. Faut-il rappeler que c'est dans les grandes villes que l'on trouve le plus fort taux de pauvreté ? 20 % des ménages urbains ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Et, encore, la dégradation de certains de nos quartiers, les ravages causés par l'insécurité, le trafic de stupéfiants gangrénant nos quartiers ou le fondamentalisme. Parlons aussi de nos problèmes et de nos efforts pour accueillir migrants et précaires de passage.

Dernier exemple pour tuer les clichés : la désertification médicale touche maintenant, et de plus en plus, nos grandes villes, atteignant même un seuil d'alerte sérieux dans nos QPV.

Pour toutes ces raisons, nous n'acceptons pas certains propos simplistes, entendus dans la bouche d'un président de conseil départemental tendant à faire croire qu'une métropole serait, je le cite, « *le cœur battant de la mondialisation néolibérale et[...] que les grandes villes seraient le fer de lance de l'économie libérale globalisée où le partage serait oublié, ainsi que la solidarité, favorisant ainsi l'individualisme et le repli communautaire* ». Fin de citation.

Dans quelques heures, je signerai le plan pauvreté avec la secrétaire d'Etat Madame Dubos. Ce plan, adopté à l'unanimité par le conseil de Toulouse Métropole, permettra à la collectivité de s'engager pour lutter contre la précarité et la pauvreté. De même, le 8 avril, je signerai avec l'ANRU un plan

d'investissement d'un milliard d'euros en faveur de nos quartiers populaires de la politique de la Ville. Hier comme demain, je n'ai pas le sentiment « *de favoriser l'individualisme et d'oublier la solidarité* ». Ce sont des exemples toulousains, mais il vous suffit d'interpeller quiconque dans cette salle pour mesurer que nous, élus des grands centres urbains, sommes tous soucieux de faire vivre au quotidien la solidarité.

Revenons à la crise actuelle.

Pour éteindre la contestation, il faut privilégier l'écoute et le dialogue.

Il semble que ce soit la méthode retenue par le gouvernement, en organisant un « Grand Débat national », en s'appuyant enfin et d'abord sur les maires.

Ainsi, par cette place que le Président de la République nous a donnée dans le Grand Débat, nous devenons l'ultime rempart face au populisme, la dernière digue qui ne doit pas céder...

Mais, pour cela, l'idée qu'il faut se méfier des élus et le présupposé selon lequel ils sont mauvais gestionnaires car trop dépensiers doivent disparaître. Nous savons pouvoir compter sur vous, cher Président Larcher, pour lutter contre cette facilité grossière.

Nous avons été parmi les premiers à dire que nous étions disposés à faciliter ce « Grand Débat national » en mettant à disposition nos équipements, nos services et nos outils de participation citoyenne.

A nous plus qu'à quiconque la notion de débat est naturelle : j'aime à rappeler que la concertation est permanente dans nos villes et grandes agglomérations.

Des comités de quartiers aux conseils citoyens en passant par les enquêtes publiques et les budgets participatifs, nous vivons et agissons dans le dialogue, la consultation et la concertation, comme aucune autre collectivité, comme aucune autre autorité publique !

Nous savons que c'est en écoutant nos concitoyens et en débattant avec eux que l'on contribue au succès de la mise en œuvre de nos politiques publiques.

Nous aussi, nous avons des choses à dire, des propositions à faire dans ce Grand Débat.

France urbaine n'a pas attendu cette crise pour faire des propositions !

Depuis combien d'années disons-nous qu'il faut faire confiance aux élus locaux, arrêter de nous compliquer les choses pour l'aboutissement de nos projets, mettre à notre disposition les moyens pour agir au niveau local mieux que ce que l'Etat peut faire au niveau national ?

Depuis combien d'années disons-nous qu'il faut plus de différenciation et plus d'expérimentation ?

Nous, qui sommes acteurs majeurs en matière de déplacements, de logement ou d'énergie - trois sujets à l'origine de la crise - depuis combien de temps revendiquons-nous d'avoir plus d'autonomie pour assumer nos responsabilités ?

Depuis sa création, France urbaine s'inscrit dans une démarche de dialogue et de propositions avec les gouvernements successifs, mais il me faut reconnaître qu'en ce moment, il nous arrive de partager le sentiment dominant : celui de ne pas nous faire entendre !

Parce que France urbaine a été, depuis près de 2 ans, ouverte et positive – et plus que d'autres – nous sommes aujourd'hui particulièrement crédibles en pointant ce qui ne va pas.

D'abord, comme tous les élus, nous avons besoin d'un minimum de considération.

Taxés fort injustement de « Président des Villes et des Métropoles », le chef de l'Etat et le gouvernement ont, depuis des mois, redoublé d'attention envers les associations d'élus les plus contestataires de leur politique. Curieux paradoxe !

Aussi, le monde urbain a-t-il été ignoré.

Pouvez-vous me citer une seule mesure qui, ces derniers 22 mois, ait donné davantage de moyens à nos grandes villes et intercommunalités ?

Parce que nos concitoyens nous interpellent au quotidien sur les problèmes d'insécurité, nous voulons davantage de pouvoir pour nos polices municipales. Et, dans le même temps, nous appelons au renforcement des moyens d'investigation de la police nationale pour démanteler les trafics de drogue qui envahissent nos quartiers et ruinent nos efforts de renouvellement urbain et social.

Cela, nous l'attendons encore.

Parce que l'urgence climatique se fait chaque jour plus pressante, nous espérons la concrétisation par le gouvernement de sa promesse de nous affecter une partie de la contribution climat/énergie. Nous la consacrerions toute entière à des projets de transition énergétique.

Cela, nous l'attendons encore.

Alors que l'eau est une ressource vitale pour laquelle nous devons investir beaucoup, nous attendons de l'Etat qu'il cesse de ponctionner lourdement les budgets des agences de l'eau, ce qui affecte d'abord les territoires urbains.

Cela, nous l'attendons encore.

Parce que la croissance de nos grands centres urbains exige de considérables efforts en faveur de la mobilité, nous avons besoin de grandes infrastructures routières ou ferroviaires et d'aides pour financer nos transports urbains.

A Toulouse ou à Saint-Etienne, pour ne prendre que deux exemples, nous en savons quelque chose.

Quand le gouvernement a annoncé sa préférence pour « la mobilité du quotidien », nous avons compris que les grandes infrastructures seraient renvoyées aux calendes grecques mais nous pouvions espérer un engagement étatique à nos côtés pour doper le financement de nos projets de métro, de tramway ou de bus performants.

Cela aussi, nous l'attendons encore.

Je vais arrêter là car je ne veux pas vous infliger une litanie.

Mais, je pourrais vous en dire encore bien davantage de la même veine.

Permettez-moi, maintenant, d'évoquer trois sujets, qui sont aujourd'hui en forme de points d'interrogation, trois questions d'importance considérable.

- La réforme de la fiscalité locale d'abord.

Engagée il y a près d'un an, elle est au point mort depuis des mois.

Fidèle à sa ligne, France urbaine a formulé des propositions pour compenser de façon pérenne la disparition en cours de la taxe d'habitation, tout en redonnant aux communes leur autonomie fiscale évanouie.

Il s'agit d'affecter au bloc communal le produit départemental de la taxe foncière sur le bâti et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, tout en compensant les départements par une fraction de la CSG.

Le Premier ministre, au début de l'été dernier, s'est déclaré favorable à la première de ces idées. Mais depuis, plus de nouvelles...

- La contractualisation ensuite.

Si nous avons appuyé le principe de la contractualisation, comme alternative à la baisse autoritaire des dotations imposées par le précédent gouvernement, nous en avons également souligné les manquements, les carences. Voire les aberrations, comme l'intégration dans la norme d'évolution des dépenses de fonctionnement, les dépenses imposées par l'Etat lui-même !

Le gouvernement, devant nos protestations, a accepté une clause de revoyure à la fin du semestre en cours. Nous avons donc déposé des propositions d'amélioration, dès septembre dernier.

Sept mois plus tard, nous n'avons aucune nouvelle, aucun signal nous permettant de connaître les intentions gouvernementales.

Alors, je le dis franchement au pouvoir en place : la clause de revoyure, ce n'est pas une clause de style, et pas davantage une formule de politesse.

Point n'est besoin d'étape de revoyure si celle-ci n'opère pas des changements positifs dans le dispositif, et ce dès cette année !

- L'avenir de l'intercommunalité, enfin.

Dans cette période de crise, où les peurs, légitimes ou exagérées, provoquent bien des phénomènes de repli, voici que ressurgit un discours que l'on croyait soldé, celui qui fait le procès de l'intercommunalité et célèbre le retour de la commune magnifiée dans un splendide isolement.

Si France urbaine est attachée, comme tous les Français, à la commune et à l'indispensable dimension de proximité qu'elle confère à l'action publique locale, nous ne cautionnerons jamais un mouvement de régression de l'intercommunalité, un retour en arrière.

Bien sûr, nous entendons les plaintes de nos collègues ruraux à qui ont été imposées de très vastes, voire de trop vastes intercommunalités.

Si ces situations doivent être retouchées, alors cela doit être circonscrit à la ruralité.

Cela ne saurait concerner le monde urbain, qui entend continuer d'aller de l'avant dans l'approfondissement du fait intercommunal.

C'est dans ce même esprit que France urbaine apporte son soutien, cher François, à la Métropole de Dijon, en butte aux obstacles dressés par certains conservatismes – conservatismes que nous connaissons bien pour les subir souvent dans le monde urbain – pour l'empêcher d'exercer la totalité des huit compétences départementales prévues par la loi NOTRe. Ces conservatismes que vous avez dénoncés ce matin, Cher Jean-Louis Fousseret.

J'ai confiance, à travers cet exemple, dans la capacité d'une de nos métropoles membres à démontrer sa pertinence à agir dans de nouveaux domaines. Et à créer une jurisprudence heureuse, utile pour notre avenir à nous tous.

Tout cela, et bien plus encore, nous l'avons inscrit dans notre contribution au Grand Débat, un document qui nous a été distribué ce matin.

On y trouve notre vision de l'organisation territoriale de la République, basée sur la responsabilité, l'autonomie et le dialogue.

On y trouve aussi, décliné en 14 thématiques, ce que nous revendiquons pour l'immédiat et les ambitions que nous portons pour l'avenir.

Cette contribution, nous la remettrons en délégation de France urbaine au Président de la République qui - c'est une première - nous recevra le 9 avril prochain. Il me l'a fait savoir hier.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous en donner un exemplaire, dont une grande partie du contenu intéressera au premier chef le Parlement.

Cher Président, en une matinée de travail, avec nos élus représentant près de 30 millions de Français, vous avez pu saisir notre philosophie d'action :

- nous savons innover, mobiliser les acteurs de nos territoires et obtenir des résultats, mais il faut nous laisser « les clefs du camion » pour faire plus et mieux !
- nous savons notre interdépendance avec d'autres territoires : s'ils vont mieux, nous irons mieux ! Si nous allons moins bien, ils iront moins bien !

- nous appelons l'Etat à plus de modestie, plus d'écoute, plus d'accompagnement et moins d'arrogance : nous l'appelons à se concentrer sur ses responsabilités régaliennes et à ne pas nous entraver.
- enfin, une décentralisation aboutie, c'est une décentralisation où les élus que nous sommes, à « portée d'engueulade » de nos compatriotes comme vous aimez à le dire, doivent être autonomes et responsables pour améliorer la vie quotidienne des gens.

C'est en cela que nous voulons une nouvelle étape de décentralisation.

C'est pour cela que nous recommandons une déconcentration de l'organisation de l'Etat.

Dans l'édition de ce jour de *la Tribune*, il est intéressant de voir que seuls 16 % des Français souhaitent le statut quo en matière de décentralisation selon un sondage BVA-Public Sénat.

Permettez-moi, pour conclure, Monsieur le Président, de paraphraser un de vos prédécesseurs qui a assuré à deux reprises les fonctions du Président de la République :

« Nous avons l'impression que le dialogue avec le gouvernement reste bloqué et que l'appel à travailler de concert que nous avons lancé n'a pas été entendu [...] Très longtemps, les promesses et les discours nous ont été octroyés avec générosité. Mais, il fallait être bien naïf pour croire que les discours pouvaient suppléer à une démarche objective, qui, partant d'un diagnostic honnête et sans complaisance, auraient abouti à des avancées demandées depuis trop longtemps ».

C'était il y a presque 40 ans, et Alain Poher attendait déjà un dialogue méthodique et sincère avec le gouvernement. Il semble que nous sommes toujours dans cette même attente.

Je vous remercie.